

Intervention sur l'activité

Isabelle PERON



Etre syndiqué, mandaté, militant de la CGT, premier syndicat représentatif national, nous confère une responsabilité de tous les jours et ce d'autant plus aujourd'hui dans un contexte où les termes de lutte et de bataille syndicale sont loin d'être galvaudés au regard de la situation parfois tragique que vivent les salariés.

Ceux là mêmes qui voient leur vie et celles de leurs proches brisées du fait des restructurations permanentes et des mobilités forcées, du fait de la dégradation des conditions de travail ou du fait des licenciements.

La Fonction publique et le MEEDDM ne sont pas en reste comme l'a rappelé Jean-Marie dans son rapport d'ouverture et comme le montrent les interventions dans le congrès.

Oui, il nous faut combattre sans cesse pour nos droits.

Depuis que je suis syndiquée à la CGT, j'ai souvent entendu dire, que si l'on n'est pas toujours responsable du résultat d'une initiative, on n'en est pas moins comptable des moyens qu'on a mis en oeuvre pour obtenir satisfaction.

L'appréciation de l'activité d'une organisation ne peut donc s'arrêter à la seule comptabilisation de succès ou d'échecs, d'actions, de mobilisations ou de scores électoraux.

De plus cette activité est à mettre en perspective avec un contexte plus large et à croiser avec l'activité des autres composantes CGT.

Il est peu dire que l'activité fédérale a été intense depuis le 13ème congrès avec l'éclatement du ministère sur fond de désengagement de l'Etat.

Le fil conducteur de l'activité fédérale a été de porter les revendications pour la préservation, le développement et l'amélioration des services publics à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre ministériel, pour des effectifs et des moyens matériels suffisants, des organisations de travail satisfaisantes et des déroulements de carrière dignes de ce nom.

L'objectif étant la mise en place d'un maillage de services publics répondant aux besoins des territoires et des usagers, ce qui passe par la défense et l'amélioration des missions.

Le contexte de début de mandat a été plus que difficile avec notamment le transfert de 35 000 agents vers les collectivités territoriales et la création des DIR, une situation financière

fédérale difficile, des relations de travail entre composantes pour le moins compliquée et des incertitudes sur le devenir des droits syndicaux.

Dans le même temps le train des réformes gouvernementales prenait de plus en plus de vitesse ne laissant souffler personne quelques soient les secteurs.

Une série de 4 changements de périmètre ministériel, une recomposition avec l'environnement et une partie de l'industrie, les fusions DDE/DDAF, la réorganisation de l'administration centrale, le projet de transfert des parcs vers les collectivités, les projets de réorganisations territoriales se sont notamment enchaînés.

Dans ce contexte, au regard des enjeux pour des milliers d'agents, la fédération n'avait d'autres choix que d'être en ordre de bataille pour remplir son rôle de coordonnateur, d'outil de convergences, d'interlocuteur auprès de l'administration et de moteur dans les actions avec les autres organisations syndicales.

Deux des résultantes de cette démarche de travail ont été l'élaboration d'un cahier revendicatif fédéral en préalable à l'audience du 29 février 2008 avec le ministre et le succès de la manifestation nationale intersyndicale du 6 mars 2008 qui a conduit plus de 10 000 agents dans les rues de Paris pour contrer le projet de complet démantèlement du ministère dans le cadre de la RGPP.

Sans la construction et la révélation de ce rapport de force, les arbitrages gouvernementaux auraient certainement été autres.

Répondre aux innombrables sollicitations de l'administration pour participer aux réunions et aux groupes d'échange, rendre compte aux syndiqués, au personnel et dans le même temps se donner les moyens de travailler sur le fond revendicatif et à la mobilisation dans les services aura été un casse tête permanent, de même que l'articulation entre les actions fédérales et les actions impulsées par d'autres organisations de la CGT.

Des journées d'études fédérales ont été organisées notamment sur les DIR et sur la défense de l'ingénierie publique.

La fédération a aussi participé dans le cadre des collectifs confédéraux aux processus des Grenelle environnement et mer en appuyant notamment sur les contradictions et les incohérences des mesures proposées par le gouvernement notamment sur les inadéquations entre objectifs et moyens à mettre en oeuvre.

Sur le plan de la représentativité, la CGT a conforté sa position de première organisation syndicale au sein du ministère notamment au travers des scrutins pour le renouvellement des représentants au CTPM et dans les CTPS et elle a progressé dans son implantation au sein de la fonction publique territoriale.

Sur le plan de la communication, la fédération a développé un site internet dont la mise à jour est performante. Ce site, accompagné d'un système de flash permet aux syndiqués et au personnel d'être au fait de notre actualité en permanence.

Aujourd'hui la situation financière fédérale a été redressée et l'évolution des droits syndicaux reste maîtrisée.

Pour autant, des pistes sont à étudier et à concrétiser pour améliorer notre fonctionnement interne et faire en sorte que chaque composante se sente réellement partie prenante de l'activité fédérale.

Il en va de la qualité de vie syndicale et bien évidemment du contenu revendicatif.

Il en va aussi de notre capacité à renforcer et développer notre présence dans les services par la syndicalisation et à conserver des liens avec les retraités.

Enfin il nous faut mettre en place les conditions pour que le débat sur la question de l'évolution de l'outil syndical se concrétise et ce sera un temps fort de notre congrès.

Si notre lucidité doit nous permettre de mesurer le chemin qu'il nous reste à parcourir pour atteindre tous nos objectifs, nous ne devons pour autant pas minimiser le travail abattu depuis trois ans.

Même si chacun peut et doit avoir une appréciation différenciée, dans un contexte dur et dans des conditions inédites, je crois pouvoir dire que notre fédération équipement-environnement loin de baisser la tête a relevé le défi de faire face aux enjeux auxquels elle était confrontée et que nous pouvons en être fiers.

Pour terminer, j'aimerais vous rappeler une magnifique preuve de la capacité de toute la CGT à se rassembler, un jour, sur une revendication commune. C'était le 08 décembre 2006 à Poitiers où nous étions plus de 13 000 pour exiger la relaxe des 4 de La Rochelle. Et nos copains ont été relaxés !

Voilà une des images que je conserverai de ce mandat.

Vive notre fédération, vive la CGT, et souvenez-vous : il n'y a pas de conquêtes sans conquérants !

Merci.



Résolution sur l'outil syndical

Nicolas BAILLE



Faire évoluer notre outil syndical

A l'évidence les différentes réformes engagées par ce gouvernement ont des conséquences qui interpellent notre organisation.

De fait, notre champ professionnel a profondément changé ces dernières années. Tout d'abord, nous ne pouvons ignorer le transfert d'un certain nombre d'agents et de missions vers les collectivités territoriales, suite à la loi du 13 août 2004, de même que le transfert à venir des Parcs de l'Équipement.

Comment ne pas tenir compte du redécoupage ministériel. Pour ce qui nous concerne, ce fut la création du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM) par le regroupement des ministères de l'Équipement avec celui de l'Environnement et une partie de l'Industrie. Les mesures « RGPP » qui ont suivi ont également modifié en profondeur l'organisation de l'État au niveau des territoires. Pour le niveau régional, c'est la création des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) par la fusion des DRE, DRIRE et DIREN. Pour le niveau départemental, c'est la mise en place de directions départementales interministérielles (DDT, DDPP, DDPPCS) sous la tutelle des préfets.

De même, comment ne pas tenir compte des différents projets comme la fusion des corps, la loi « mobilité », etc.....

Bref, l'ensemble de ces mesures, que la CGT combat, nous obligent – encore une fois – à nous poser la question de notre outil fédéral pour une efficacité optimale de l'activité syndicale CGT au service des personnels de toutes catégories et de notre conception des missions de service public.

Déjà, dans les territoires, des organisations syndicales issues de l'État (SGPEN, SNPTRI,) travaillent avec les camarades de la territoriale suite aux transferts et sont confrontées de plein fouet à la question de l'outil syndical.

Il en est de même suite aux « regroupements » au niveau régional (DREAL) et départemental (DDT) entre les camarades de l'Équipement-Environnement, du SYAC, de l'Industrie, etc.....

Par ailleurs, nous ne pouvons ignorer les discussions qui ont eu lieu lors du dernier congrès de l'UGFF sur la question de l'évolution de l'outil avec la décision de mettre en place, là où c'est

possible, des collectifs « Fonction publique » regroupant les camarades de l'Etat et des Collectivités. La question d'un statut unique dans la fonction publique est en débat. Enfin, le congrès confédéral de décembre prochain comporte également cette question à son ordre du jour avec des propositions à faire par les Fédérations courant 2010.

Nous sommes donc tous percutés par ces réflexions et par les indispensables évolutions auxquelles elles doivent aboutir.

Un des enjeux est sans aucun doute de se doter de structures pérennes ne se retrouvant pas en décalage à chaque réforme administrative quelle qu'elle soit.

Il ne s'agit pas que le 14^{ème} congrès fédéral arrête des décisions. Mais, d'impulser la réflexion de tous les adhérents, sur la base d'une première discussion de congrès sur nos objectifs partagés, à partir des préoccupations des syndiqués et de nos organisations, sans tabou ni a priori et sans s'arc bouter sur des supposés prés carrés.

Parmi les pistes proposées ouvertes au débat dans les mois qui viennent, nous privilégions une seule fédération syndiquant sur la base des missions de la fonction publique de l'Etat et des Collectivités territoriales.

Les décisions seront à prendre dans les deux ou trois années qui viennent, à tous les niveaux pertinents par les syndiqués eux-mêmes et en liaison avec toutes les autres structures concernées de la CGT.

En tout état de cause, le 15^{ème} congrès fédéral devra être décisionnel.



Rapport de la commission des mandats

Didier PACOT



Suite à la réunion de la commission des mandats, notre congrès est composé comme suit :

- 137 délégués des organisations fédérées,
- 47 membres de la CE fédérale sortante,
- 4 membres de la CFC sortante,

soient 188 militants dont 21 femmes (11,17%).

Ces délégué(e)s se répartissent ainsi :

- 51 sections du SNTRI dont 6 issues des services navigation,
- 30 sections du SNOPA dont 4 des services spécialisés,
- 14 sections du SNPTAS,
- 2 CETE et le LCPC de l'USSER,
- 7 syndicats fédérés.

Il y a seulement 5 départements pour lesquels la totalité de leurs sections en activité participent à notre 14^{ème} congrès ; il s'agit du Calvados, de l'Indre, des Landes, de l'Oise et de la Vendée.

L'ensemble du congrès est porteur de 178 924 voix.

A partir des 138 fiches de délégués remontées à la commission, il résulte que :

- la moyenne d'âge est de 48,5 ans,
- notre camarade le plus ancien est Michel Lesauvage de l'USSER qui a 70 ans,
- notre camarade le plus jeune est Mickaël Langlet du CETE Normandie qui a 29 ans.

Résultats des votes

Vote sur l'activité

Pour : 99,81 %

Contre : 0,19 %

Vote sur le rapport financier

Pour : 92,92 %

Contre : 7,08 %

Vote sur l'orientation

Pour : 96,97 %

Contre : 3,03 %

Vote sur la résolution concernant l'outil syndical

Pour : 93,06 %

Contre : 6,94 %

Soirée fraternelle

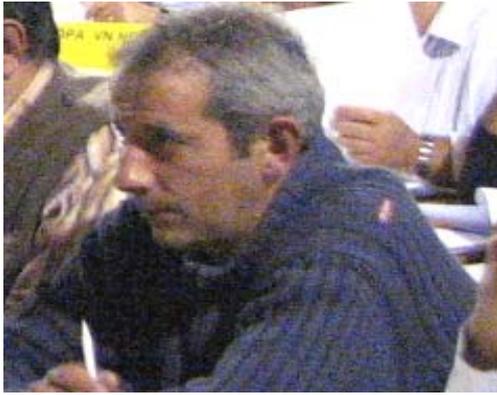


Direction fédérale élue

Commission exécutive fédérale

Nom	Prénom	Syndicat/Orga
ALLIGNE	DIDIER	SNAPB
BAILLE	NICOLAS	USSER
BARLA	MAURICE	SNOPA
BERNARD	ERIC	SNPTRI
BEAUDOUIN	JEAN-CHARLES	OFICT-SNOPA
BREUIL	CHARLES	SNOPA
BRO	DANIEL	SNOPA
BROCHARD	GILLES	SNPTAS
CANDE	YVAN	SNPTAS
CARPENTIER	NATHALIE	OFICT
CERISAY	PATRICIA	AC
COMBROUZE	FRANCIS	UFE
COUDEVILLE	FRANCIS	SNPTAS
DETOURNAY	BERTRAND	SNPTRI
DIAZ	JEAN-YVES	SNPTRI
FABRE	PATRICK	SNOPA - démissionnaire
FIOROT	NIVANO	SNOPA
GARCIA	PHILIPPE	USSER
GARING	WILLY	SNPTRI
GATIEN	MICHEL	SNPTAS
HOREAU	DIDIER	SNPTAS
HUMMEL	BRUNO	SNPTAS
JAUBERTIE	PATRICK	IGN
LASSAUZAY	DIDIER	SNPTAS
LE BRIQUER	GERARD	SNPTAS
LOPES	JEAN-CLAUDE	SNOPA
LOUET	FRANÇOIS-BERNARD	SNOPA
MANDARD	ANDRE	USSER
MARTEL	GUY	SNPTRI
MARTIN	JEAN	SNPTRI
MAYER	NICOLAS	SNPAM
MERCIER	JEAN-BENOIT	SNPTRI
MICOINE	JEAN-MARC	SNPTRI
MOINS	PAUL	ONEMA/UFE
PACOT	DIDIER	SNPTRI
PERON	ISABELLE	AC
QUEMENER	MICHEL	SNPAM
RECH	JEAN-MARIE	SNPTRI
ROSE	JEAN-PIERRE	SNPTRI
SANCERE	PASCAL	SNPTRI
SEIGNEUR	ELISABETH	USSER
SILENE	GAETAN	SNPTRI
THOMAS	PIERRE	OFICT
THOMAS	MARIE-HELENE	SNPTRI
TRACKOEN	JEAN-MARC	USSER
TRIPODI	THIERRY	SNPTRI
VAN MARLE	MARIE-CHRISTINE	AC
VANDERRIELE	KACI	SNPTAS
VARENNES	JAMES	SNOPA
WOJNICA	STEPHANE	SNPTRI





Bureau fédéral

Nom	Prénom	Syndicat/Orga
BAILLE	NICOLAS	USSER
BARLA	MAURICE	SNOPA
BERNARD	ERIC	SNPTRI
BREUIL	CHARLES	SNOPA
BRO	DANIEL	SNOPA
BROCHARD	GILLES	SNPTAS
CANDE	YVAN	SNPTAS
CERISAY	PATRICIA	AC
COMBROUZE	FRANCIS	UFE
COUDEVILLE	FRANCIS	SNPTAS
FIOROT	NIVANO	SNOPA
GARCIA	PHILIPPE	USSER
GARING	WILLY	SNPTRI
HOREAU	DIDIER	SNPTAS
LE BRIQUER	GERARD	SNPTAS
MAYER	NICOLAS	SNPAM
PACOT	DIDIER	SNPTRI
PERON	ISABELLE	AC
RECH	JEAN-MARIE	SNPTRI
SANCERE	PASCAL	SNPTRI
SILENE	GAETAN	SNPTRI
THOMAS	PIERRE	OFICT
TRIPODI	THIERRY	SNPTRI
VARENNES	JAMES	SNOPA
WOJNICA	STEPHANE	SNPTRI

Commission financière et de contrôle

Nom	Prénom	Syndicat/Orga
COLLIN	ERIC	SNPTRI
HENRY	CLAUDE	SNPTAS
LEROY	PATRICIA	AC
NANCEY	BRUNO	SNOPA
PASQUIET	STEPHANE	USSER
PERROT-MORIN	MARYVONNE	AC
RASSAT	MICKAEL	SNPTRI

Intervention de cloture

Didier PACOT

Cher(e)s camarade(s),

Mardi matin, j'ai ouvert ce 14ème Congrès de la Fédération CGT de l'Équipement et de l'Environnement, j'en ferai la clôture par cette intervention.

Ce congrès a pris des décisions importantes. Décisions qui sont le fruit de débats intenses, d'échanges passionnés et parfois vifs.

A la CGT, entre camarades, entre syndiqués et militants, nous avons le devoir d'échanger, de débattre, de confronter nos idées, nos analyses afin d'en sortir les enjeux majeurs et de mettre en œuvre la démarche qui rassemble toujours le plus grand nombre pour l'intérêt général des salariés afin de construire le rapport de force massif à la hauteur des enjeux.

188 délégués ont participé aux travaux de ce 14ème Congrès, certains ont exprimé de très grandes difficultés pour mener une activité CGT dans les conseils généraux à cause du manque de droits syndicaux.

J'en appelle à la Fédération des Services Publics, la confédération, aux militants des ces départements, afin de trouver ensemble des solutions à ces difficultés et ceci dans les meilleurs délais. Ces situations n'ont que trop duré.

Des enjeux de taille sont devant nous et de nombreux autres pointent à l'horizon. Nous devons engager une démarche revendicative offensive dès maintenant.

Les acquis des luttes pour la R.T.T. des années 2000, 2001 et 2002 sont mis à mal. La Commission Exécutive Fédérale des 8 et 9 septembre dernier a élaboré un tract sur le temps de travail, tract qui doit être adopté pour chaque service et chaque secteur d'activité. Le S.N.P.T.A.S. en a fait une pétition qui est en ligne sur son site web, 5000 signatures ont déjà été récoltées, j'appelle toutes les militantes et militants à s'emparer de cette pétition à faire signer massivement.

Je vous rappelle que la signature de pétition est le premier acte de construction de la mobilisation des personnels. L'objectif de déposer une dizaine de milliers de signatures à la prochaine audience au cabinet du ministre le 22 octobre est atteignable : retrouvons nos manches et engageons la bataille.

Les réorganisations des services impulsées par la R.G.P.P. entre autres entraînent un mal vivre important de nombreux personnels. Les conséquences de la crise sur les finances de l'Etat et des collectivités entraînent une pression accrue sur les personnels. Portons ensemble le slogan « la crise c'est eux, la solution c'est nous » par la mobilisation la plus large possible des personnels afin que d'autres choix soient faits.

L'emploi et le pouvoir d'achat n'ont jamais été aussi malmenés. Le gouvernement est à la solde du patronat pour imposer toujours plus d'exploitation des salariés sous des formes diverses et variées.

Le rapport d'ouverture de Jean-Marie et de nombreuses interventions en ont fait la démonstration, la bataille de l'emploi est à amplifier dans les services ; aujourd'hui trop de postes sont vacants, demain ils seront supprimés, c'est le fonctionnement de la spirale infernale de destructions des emplois.

Des échéances importantes sont déjà inscrites dans le calendrier – j’en rappellerai quelques unes :

- le 16 octobre pour une retraite décente,
- le 22 octobre sur l’emploi industriel,
- des élections C.A.P. des dessinateurs et adjoints administratifs au printemps prochain,
- etc, etc...

Mais je voudrais revenir sur le 22 octobre : les emplois publics et les emplois industriels sont étroitement liés : engageons-nous résolument dans la bataille sur l’emploi.

Quelques points d’analyse du mandat :

Je voudrais faire un petit retour en arrière afin de mieux préparer ensemble le travail syndical qui nous attend et ne pas retomber dans les mêmes travers.

Au lendemain du 13ème congrès fédéral du Verdon, il y a 3 ans, l’équipe militante permanente de la fédération était réduite malgré l’appel aux organisations fédérées et aux militants lors de mon intervention de clôture du 13ème congrès. En effet, je considère que l’équipe se comptait à environ 4 équivalents temps plein militants, j’ai l’impression que le repli sur soi des composantes de la fédération était réel, donc peu d’engagement dans le travail fédéral.

Je dirais que la situation financière de la fédération n’était pas brillante, vous la connaissez.

Jean-Marie, Nicolas, Francis, Bruno et moi-même avons pris l’engagement de redresser la barre des finances fédérales ; l’aide de la C.F.C. nous a été précieuse. Cela s’est fait, vous avez les éléments dans le rapport financier, mais au prix de sacrifices de 3 ordres :

- équipe militante réduite,
- recherche d’économies dans tous les domaines,
- pas d’investissement dans le plan de déploiement et de syndicalisation.

Malgré cela des actions revendicatives ont marqué la période : des acquis ont été obtenus.

L’arrivée en fin de mandat d’Isabelle PERON, Eric BERNARD et Francis COMBROUZE commencent à nous sortir la tête de l’eau.

En quelque sorte le congrès a défini 3 principaux chantiers à la Commission Exécutive Fédérale que vous avez élue hier. Elle doit se mettre au travail rapidement.

- un premier chantier sur le revendicatif « la bataille revendicative fédérée »,
- un chantier sur la reconstitution des bases financières fédérales solides,
- le chantier sur l’outil syndical.

Sur le chantier intitulé la « bataille revendicative fédérée ».

Nous avons besoin de constituer un collectif de membres de la Commission Exécutive qui prenne à bras le corps toutes les questions revendicatives : collectif fédéral qui travaille, qui impulse l’activité revendicative dans tous les secteurs d’activité du champ fédéral ; collectif fédéral qui s’appuie sur les militants de toutes les organisations fédérées y compris les militants non élus à la C.E. dans un premier temps et bien au-delà pour la suite – pas un secteur ne doit rester sur le bord du chemin.

pour un financement stable et pérenne de la fédération.

Considérant que les recettes exceptionnelles du mandat écoulé nous ont permis de reprendre du souffle, je considère qu'elles ne sont pas acquises pour toujours, la solution la plus sûre est de lancer un vaste plan de syndicalisation dans les services et d'accélérer les remontées des cotisations.

Là aussi, la mise en œuvre doit être prise par un collectif de militants de la C.E. et élargie aux militants des organisations fédérées.

Nous souffrons de déserts syndicaux, de lieux de travail où la CGT n'est pas présente au quotidien. Ce plan de syndicalisation doit s'accompagner d'un plan de formation syndicale ambitieux.

Le chantier sur l'outil syndical passe par la constitution d'un groupe de travail de militants de la C.E. Fédérale ; les pistes de travail, les réflexions, les propositions, les analyses, les débats doivent avoir lieu dans tous les niveaux des organisations fédérées : du lieu de travail, sections locales, sections, départements, syndicats, directions des syndicats et fédération.

On ne peut pas se satisfaire de décisions de sommet.

Le débat ne doit pas rester entre « quelques initiés ». Les syndiqués, les militants doivent être au cœur des débats. Chaque Commission Exécutive et chaque bureau fédéral devant faire le point sur l'avancement des travaux.

En conclusion, j'en appelle à la responsabilité de tous les militants à travailler ensemble, à construire l'outil CGT au service des revendications pour les faire aboutir.

Ce congrès me laisse de l'amertume, nous sommes près de 200 délégués, ensemble depuis lundi soir et nous n'avons pas réussi à élaborer un appel en direction des syndiqués des salariés et militants pour leur mobilisation avec la CGT.

Pour moi je prends cela comme un échec au vu des attentes des syndiqués et des salariés dans les départements, que cela nous serve de leçon.

Je fais appel à chaque membre de la nouvelle Commission Exécutive Fédérale d'une part et à tous les militants des organisations fédérées d'autre part, afin que chaque instant de leur temps syndical soit mis à la construction du rapport de force et du renforcement de la CGT.

Ensemble nous pouvons gagner.

Je voudrais que l'on remercie chaleureusement le personnel du centre, son directeur et les camarades du Cantal qui nous ont accueilli chaleureusement, merci à eux.

Vive la fédération nationale de l'Équipement et de l'Environnement CGT, vive la CGT.

Merci, bon retour à tous et à bientôt.







